

Article paru dans l'édition du 18.10.08

Non, l'Etat social n'est pas dépassé,

par Christophe Ramaux

Le crédit est vital pour l'économie. Il permet de lancer des activités via la création ex nihilo de monnaie par les banques. La finance, elle, permet de rendre liquide ce qui ne l'est pas. La liquidité par excellence est la monnaie : avec elle, je peux acheter ce que je veux. Un euro vaudra toujours 1 euro. Une machine, un bâtiment, une créance pour un crédit accordé à autrui n'ont pas cette qualité. C'est tout l'intérêt des marchés financiers : ils permettent de rendre liquide ce qui ne l'est pas. Cela favorise la prise de risque.

Il est plus aisé d'avancer 1 000 euros ou 1 million d'euros à une entreprise, un particulier ou un Etat si on sait qu'on pourra à tout moment revendre la créance correspondante sur le marché financier contre de la monnaie. Parce qu'elles sont cruciales, les activités bancaires et financières doivent être encadrées par la puissance publique. Keynes l'a souligné : plus un marché financier est libéralisé, et plus il fonctionne selon une logique spéculative. Si je pense que la tendance dominante est à l'achat, il est rationnel d'acheter un titre et ce quelle que soit la solidité de sa contrepartie (capacité de l'emprunteur à rembourser son crédit, rentabilité de l'entreprise...). La croyance dominante conduisant à acheter, la demande excède l'offre, ce qui pousse le titre à la hausse. La prophétie est autoréalisatrice. J'ai eu raison d'acheter. Mais ce qui vaut à la hausse vaut à la baisse...

Le krach survient lorsque chacun cherche à vendre ses titres contre de la monnaie. Plus personne ne souhaite acheter. Liquide hier, le titre ne l'est plus. Sa valeur s'effondre. Chacun a soif de liquidité. Depuis plusieurs mois, les banques elles-mêmes, sur le marché interbancaire, refusent de se prêter de la liquidité. D'où le risque de dépression : à défaut de liquidité, une entreprise ne peut plus payer ses fournisseurs ou ses salaires.

Une crise de liquidité et, au-delà, une crise financière ne peuvent être jugulées que par une intervention massive et globale de la puissance publique. Le marché est autosuffisant pour faire des bulles, il ne l'a jamais été pour sortir d'un krach. Mais que faire pour ne pas retomber dans les errements du passé ? Pour répondre à cette question, il faut oser interroger une idée acceptée : celle selon laquelle nous vivons dans des économies de marché.

Cette idée passe outre la révolution que nous a léguée le XX^e siècle : l'Etat social avec ses quatre piliers que sont la protection sociale, le droit du travail (et à la négociation collective), les services publics et les politiques économiques - budgétaire, monétaire, commerciale, réglementaire (de la finance et de la banque notamment), etc. - de soutien à l'activité. L'Etat social est-il dépassé ? D'aucuns le soutiennent en prétendant qu'il n'aurait été qu'un pâle dispositif adapté aux "trente glorieuses".

C'est oublier que ses racines plongent bien avant. Condorcet et Paine plaident déjà pour l'intervention publique afin de réaliser le projet porté par les révolutions américaines puis française : construire une société démocratique d'égaux. C'est oublier qu'il est toujours là en

dépit des réformes libérales de ces trente dernières années. Pour ne citer que ces exemples, la part des dépenses publiques sociales a augmenté de 5 points (de 16 % à 21 % du PIB) depuis 1980 en moyenne dans les pays de l'OCDE, tandis que l'emploi public, au sens large, représente un tiers des salariés en France.

C'est oublier surtout le bilan des réformes libérales. Le secteur financier et bancaire est celui qui a été le plus libéralisé et c'est par lui que tout explose. On peut prolonger la liste. La santé américaine privatisée n'est-elle pas la plus coûteuse au monde ? Les chantres de la retraite par capitalisation ne sont-ils pas aujourd'hui silencieux ? Tony Blair n'a-t-il pas été contraint de créer des centaines de milliers d'emplois publics pour reconstruire les systèmes de santé et d'éducation ? L'austérité salariale n'est-elle pas responsable de l'endettement des ménages américains, anglais ou espagnols ? La zone euro qui a abandonné les politiques macroéconomiques n'est-elle pas celle qui a enregistré les plus piétres performances au cours des vingt dernières années ?

Nous ne vivons pas dans des économies de marché mais dans des économies avec du marché et de l'intervention publique. Et plus exactement avec du marché, du capital de l'intervention publique et de l'économie sociale. Quel poids accorder à l'un ou à l'autre ? Faut-il, par exemple, que l'endettement, qui n'est pas un mal en soi s'il permet de lancer des activités, soit public - car le public crée de la richesse - ou privé ? Autant de questions qui doivent revenir au centre du débat démocratique.

Accepter l'économie de marché revient à penser le fonctionnement de l'économie comme étant d'abord une somme de relations d'échanges individuelles. La théorie économique dominante, qui porte la responsabilité intellectuelle de la crise en cours, est ici à son aise. "*Au début sont les marchés*" : le reste vient ensuite, avec de l'intervention publique parfois justifiée... mais uniquement pour pallier les imperfections du marché et pour réaliser le programme du marché, l'objectif étant de se rapprocher des résultats supposés optimaux qu'on obtiendrait si on était en concurrence parfaite.

Les libéraux sont défait. Mais gare aux sociaux-libéraux. Ceux-là plaident pour l'intervention publique, mais au service du marché. Les aides publiques à l'emploi, par exemple, pour faire baisser le coût du travail. Aussi et surtout, la socialisation des pertes bancaires afin de mieux privatiser les bénéfices de demain. Au cœur de la pensée keynésienne, il y a une idée simple : le marché est précieux, mais on ne peut lui confier ce qu'il ne sait pas faire. L'intervention publique est nécessaire. Pas seulement pour pallier les imperfections sur les marchés : elle a sa positivité propre. Si du moins on accepte de considérer que le tout n'est pas réductible au jeu des parties, l'intérêt général à celui des intérêts particuliers. L'Etat social a aussi ses défauts. Ses quatre piliers n'en restent pas moins promis à un bel avenir.

Christophe Ramaux, économiste, maître de conférences à l'université Paris-I